

Perspectives

N°26/167 – 14 août 2026

ROYAUME-UNI – Décentraliser pour croître ? Le pari du nouveau Premier ministre

- L'approfondissement du processus de décentralisation (transfert de pouvoirs depuis le gouvernement central vers les autorités de niveau inférieur) est la pierre angulaire du programme du cabinet du nouveau Premier ministre britannique Andy Burnham.
- Il a récemment annoncé une étape majeure dans cette transformation du modèle de gouvernance du pays : une « dévolution fiscale » sera mise en place en Angleterre dès l'année prochaine pour permettre aux maires régionaux de retenir une part plus grande des recettes fiscales générées sur leur territoire.
- Depuis son « Number 10 North » à Manchester, Andy Burnham souhaite promouvoir une politique économique au plus proche des régions et des villes dans le but de réindustrialiser et revitaliser les territoires. Il souhaite notamment mettre en place un contrôle public des services essentiels et mettre en œuvre le plus grand programme de construction de logements sociaux depuis l'après-guerre.
- Il est possible que ces réformes améliorent la croissance potentielle, mais c'est loin d'être garanti. Plusieurs conditions doivent être réunies, dont une bonne qualité des administrations régionales. En tout état de cause, les effets ne seront visibles que dans plusieurs années. En outre, une plus grande décentralisation implique des risques et des coûts administratifs supplémentaires.
- À court terme, un certain relâchement budgétaire semble inévitable pour couvrir les dépenses budgétaires additionnelles (développement des

institutions locales, investissement public accru). Néanmoins, toute hausse du déficit budgétaire devrait être relativement faible, le Premier ministre s'étant engagé à respecter les règles budgétaires ainsi que les promesses dans le manifeste du Parti travailliste de 2024.

Coup d'accélérateur à la décentralisation

Depuis sa candidature à la tête du parti travailliste, et davantage depuis son arrivée au pouvoir le 20 juillet dernier, le nouveau Premier ministre britannique Andy Burnham a multiplié les annonces ambitieuses, affichant la volonté de transformer en profondeur le modèle économique et institutionnel britannique. Les réformes qu'il souhaite mettre en place s'inspirent largement de sa carrière en tant que maire du Grand-Manchester. Elles s'inscrivent dans le cadre d'un processus de transformation plus large du modèle de gouvernance du pays vers une décentralisation des pouvoirs au niveau régional et local, dont Andy Burnham semble enfin vouloir accélérer fortement l'ampleur et la portée. Il a promis « le plus grand rééquilibrage du pouvoir » jamais réalisé, avec davantage de pouvoir décisionnel accordé aux autorités régionales et aux maires, au détriment de Whitehall et de Westminster. L'idée d'une « révolution dans la décentralisation » n'est toutefois pas nouvelle. Le parti travailliste promettait dans son manifeste de 2024 « une révolution dans la décentralisation » pour stimuler la croissance, avec réforme « approfondie et élargie » de la gouvernance en Angleterre, un plan ambitieux d'investissement public avec une stratégie d'infrastructure sur dix ans et une stratégie industrielle nationale ainsi que des priorités de développement régional. Pas plus tard qu'en mars 2026, l'ancienne chancelière de l'Échiquier Rachel Reeves a annoncé un changement radical en déclarant vouloir mettre en

œuvre une décentralisation fiscale en Angleterre, tout en laissant les détails pour le budget de l'automne¹.

Au cœur de ce modèle se trouve l'idée qu'une plus grande décentralisation serait bénéfique pour la croissance économique des régions, et donc du pays, et permettrait une réduction des inégalités régionales avec des effets positifs sur le bien-être social, la productivité et le coût de la vie pour chacun. Le nouveau Premier ministre a déclaré : « Nous créerons un État plus efficace, doté d'une mission plus claire : donner un nouvel élan à toutes les régions du pays et mettre un accent résolu sur la croissance et le renouvellement des territoires. Une croissance de qualité... Nous nous donnerons dix ans pour relever le niveau de vie dans l'ensemble du pays. »

Il a défini trois missions clés : réformer les services essentiels, notamment par un contrôle public accru dans les secteurs tels que l'eau, le logement, l'énergie et les transports ; réindustrialiser le pays et revitaliser les territoires.

Transfert de pouvoirs depuis le gouvernement central vers les autorités régionales

Lors de sa deuxième semaine au pouvoir, le Premier ministre a annoncé « le lancement d'une nouvelle ère de décentralisation ». Il s'agit du « plus grand transfert de pouvoir, de financement et de responsabilités depuis Westminster en une génération, donnant aux communautés un plus grand contrôle sur les décisions qui influencent l'emploi, les transports, le logement et les services publics dans leur région ».² En ligne avec les résultats de recherches académiques³, le gouvernement pense que le modèle très centralisé du Royaume-Uni nuit à la performance des économies locales et pèse ainsi sur la productivité nationale.

Il souhaite par conséquent donner plus de pouvoirs aux décideurs locaux au détriment du gouvernement central. Le raisonnement est que les autorités locales possèdent une meilleure connaissance que le gouvernement central des besoins locaux et peuvent allouer les ressources de manière plus efficace que l'administration centrale pour répondre au mieux aux besoins de la population, et à un coût moindre. Il pense que les régions seront en mesure de mener de manière plus adéquate et efficace que le gouvernement central les réformes nécessaires sur leur territoire en

matière d'éducation et d'emploi, de transport et d'immobilier social, ce qui permettrait d'augmenter la productivité au niveau régional, et par extension au niveau national.

Pour cela, le gouvernement envisage d'accorder aux dirigeants locaux un plus grand pouvoir de contrôle des transports locaux, du logement, de l'innovation, de l'énergie locale et de l'investissement culturel. Les mairies disposeront de plus d'autonomie en matière de financement de l'innovation et de l'investissement dans la culture et le sport.

Un accent tout particulier est mis sur l'éducation. Le gouvernement est particulièrement préoccupé par la hausse significative du nombre de jeunes qui sont à la fois sortis du système scolaire et non insérés sur le marché du travail – les NEET⁴. Les NEET (*not in education, employment or training*) âgées de 16 à 24 ans ont dépassé un million de personnes au premier trimestre 2026 (1 012 000 plus précisément). Cela représente 13,5% de la population de cette tranche d'âge, un des taux les plus élevés au sein de l'OCDE. Le gouvernement envisage d'accorder aux mairies la mission de développer « de nouveaux parcours techniques et professionnels de haute qualité, façonnés régionalement », adaptés aux jeunes dès l'âge de 16 ans, en fonction des opportunités sur les marchés du travail locaux « afin que personne ne tombe entre les mailles du filet ».

En matière de transport, sans parler de nationalisations directes, le gouvernement souhaite donner aux maires d'Angleterre la possibilité de « prendre le contrôle public » des bus et des services ferroviaires de banlieue et mettre en œuvre des systèmes de billetterie entièrement intégrés.

Le programme gouvernemental prévoit davantage d'investissements dans le logement par une plus grande décentralisation du programme de logements sociaux et un investissement accru dans les infrastructures locales. Il envisage de mettre en œuvre « le plus grand programme de construction de logements sociaux depuis l'après-guerre ».

Pour aider les maires à investir à long terme dans leurs économies locales et leurs secteurs de pointe, le gouvernement veut créer des « fonds de croissance positive » dans tout le pays, soutenus par des institutions financières publiques nationales

¹ Voir [Mais Lecture 2026 - GOV.UK](#)

² Voir [PM hands mayors share of income tax to make lives better in every postcode - GOV.UK](#)

³ Voir [Tackling the UK's regional inequality: Binding constraints and avenues for policy intervention.pdf](#) et

[Regional Growth Two Years In: Is the government on track to boost UK growth by closing regional divides?](#)

⁴ La hausse de l'inactivité chez les jeunes est souvent liée à des problèmes de santé, notamment des maladies mentales qui ont fortement progressé depuis 2019 (voir [Resolution Foundation: Lost-in-transition.pdf](#)).

et par le Fonds de retraite des collectivités locales en tant qu'investisseur local clé.

Décentralisation des recettes fiscales ou « dévolution fiscale »

Une transformation radicale du financement des gouvernements régionaux anglais est au cœur du programme⁵. Le plan prévoit de remplacer les subventions par une part des impôts à conserver localement. En effet, à partir d'avril 2027, les maires régionaux d'Angleterre bénéficieront d'une part de l'impôt aux sociétés, et, un an plus tard, par une part de l'impôt sur le revenu, en remplacement d'une partie des subventions versées par l'État. En outre, les autorités locales auront la possibilité dès avril prochain d'introduire une taxe de séjour sur leur territoire (*Overnight Visitor Levy*).

Ce nouveau modèle de financement devrait permettre aux maires régionaux d'avoir une ressource financière plus prévisible et directement liée à la croissance économique de leur région plutôt que d'être entièrement dépendants des subventions du gouvernement central. Ainsi, le mécanisme devrait créer des incitations pour les autorités à mettre en place des réformes et des investissements, qui permettraient de soutenir l'activité, l'emploi et les revenus des ménages puisque cela augmenterait leur base fiscale. De cette manière, le gouvernement d'Andy Burnham espère redynamiser les régions les moins prospères et réduire les inégalités régionales. En créant les conditions d'une politique économique la plus adéquate possible au niveau régional et local, le gouvernement espère améliorer la productivité régionale et donc la productivité au niveau national.

Qu'est-ce que la dévolution ?

L'OCDE définit la dévolution comme une sous-catégorie du concept de décentralisation. Selon l'institution, c'est une forme plus poussée de décentralisation, car elle consiste en le transfert de pouvoirs du gouvernement central vers des gouvernements autonomes de niveaux inférieurs, qui sont légalement constitués en tant que niveaux de gouvernement distincts. C'est la voie choisie par le Royaume-Uni en 1998, lorsque les trois nations dévolues d'Irlande du Nord, d'Écosse et du Pays de Galles ont été établies, avec une « assemblée nationale » / parlement élu directement et leur propre gouvernement. Une grande partie du pouvoir et des responsabilités de gouvernance leur a été transférée, créant un système de décentralisation asymétrique entre les nations dévolues (avec des pouvoirs différents) et l'Angleterre (sans gouvernements régionaux). Le niveau après la

dévolution est la fédéralisation, bien que certains pays fédéraux puissent en réalité être des systèmes assez centralisés, avec peu de pouvoirs exercés par des entités infranationales (Voir [Making Decentralisation Work](#)).

Un développement poussé des institutions locales

Le gouvernement envisage d'étendre progressivement la couverture à toute l'Angleterre par des autorités stratégiques (*Strategic Authorities*, ou SA) avec pour objectif la création d'une SA dans chaque région d'ici fin 2028. De nouveaux maires seront notamment élus en Cumbria et dans le Cheshire & Warrington en 2027, suivis par d'autres régions en 2028. Le gouvernement ne force pas nécessairement toutes les régions à élire un maire, mais il fait du modèle mayoral le modèle offrant les pouvoirs les plus importants. Les autorités stratégiques métropolitaines (*Mayoral Strategic Authorities*), dirigées par un maire élu au suffrage direct, disposent de compétences élargies en matière de développement économique, transports, logement, aménagement du territoire et régénération.

Parallèlement, le rôle du gouvernement central sera significativement réduit car ses rôles seront en grande partie transférés aux autorités régionales et les responsabilités ne seront pas dupliquées.

Un programme de développement des compétences sera mis en place au sein des autorités stratégiques et autres institutions locales, soutenu par des transferts de financement et de ressources du gouvernement central.

En outre, les mécanismes de contrôle seront renforcés afin de s'assurer que leur plus grande liberté de financement produit des résultats en termes de croissance et de réduction des inégalités dans leur région. Au-delà des Bureaux d'audit locaux et des responsables comptables locaux pour l'utilisation des fonds publics, le gouvernement envisage de renforcer les données régionales fournies par l'*Office for National Statistics* et d'autres organismes afin de soutenir les prises de décisions fondées sur les résultats dans les régions.

Les détails du programme seront connus à l'automne

Les détails « techniques » de la réforme seront connus cet automne, parallèlement au budget, dont la date a été fixée au 28 octobre prochain. Le gouvernement publiera alors sa feuille de route ; elle définira notamment les taux de rétention des recettes fiscales au niveau régional. Il publiera

⁵ Voir [Rewiring the State – Cabinet Statement - GOV.UK](#)

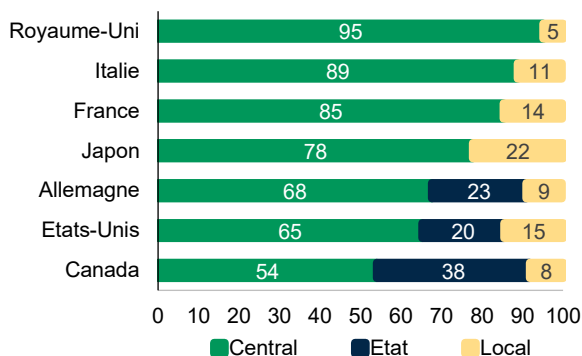
également un livre blanc, avec le détail de ses plans pour l'ensemble des réformes et un calendrier précis pour leur mise en œuvre, incluant les plans législatifs.

Les arguments pour une plus grande décentralisation britannique

Le Royaume-Uni est parmi les pays les plus centralisés au sein de l'OCDE et les plus inégalitaires au niveau régional

Le Royaume-Uni a l'un des systèmes de gouvernance les plus centralisés au sein de l'OCDE, avec seulement 5% des recettes fiscales perçues par les autorités locales (le reste étant collecté directement par le gouvernement central), contre 30% pour les 38 pays de l'OCDE et 25% pour l'Union européenne. Ceci rend les autorités locales et régionales du Royaume-Uni fortement dépendantes du gouvernement central. Environ deux tiers de leurs financements prennent la forme de subventions, et donc de transferts depuis les régions « riches » vers les régions plus « pauvres », alors que les recettes fiscales ne représentent que près d'un-cinquième de leurs revenus⁶. Seulement environ un quart de l'investissement public est réalisé par les gouvernements infranationaux, contre plus de la moitié pour la moyenne des pays de l'Union européenne et de l'OCDE.

Part des recettes fiscales selon le niveau de gouvernement (%), 2024



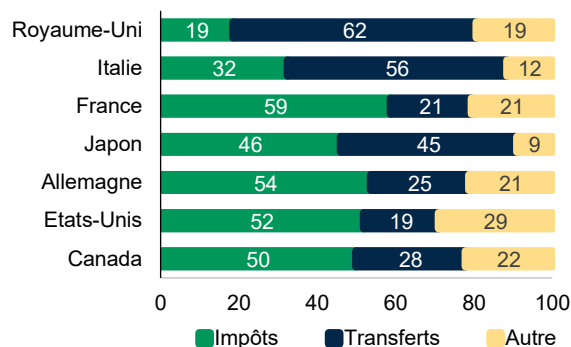
Sources : OCDE, Crédit Agricole S.A./ECO

Une autre spécificité du Royaume-Uni est la faible diversité des impôts et de taxes prélevées au niveau local. Alors que dans la plupart des pays de l'OCDE relativement décentralisés les recettes prélevées au niveau local sont composées d'impôts sur le revenu, d'impôts sur les profits ou de taxes sur la consommation, au Royaume-Uni la *council tax* (taxe d'habitation locale) constitue la totalité des recettes fiscales collectées au niveau local.

⁶ Voir [Fiscal devolution for England | Centre for Cities](#)

⁷ Dans le [livre blanc de 2022](#) sur l'égalisation des chances, le parti conservateur alors dirigé par Boris Johnson avait

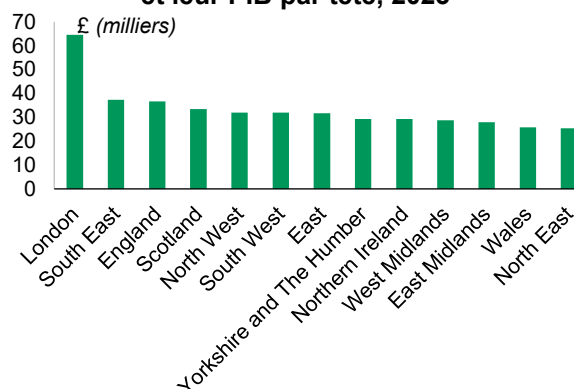
Recettes des gouvernements infranationaux par type (%), 2024



Sources : OCDE, Crédit Agricole S.A./ECO

Le Royaume-Uni est un des pays les plus inégalitaires au niveau régional parmi les pays industrialisés que ce soit en termes de PIB par habitant, de productivité ou de revenu disponible. Cela s'explique surtout par la sous-performance des villes et des régions en dehors de Londres et du Sud-Est de l'Angleterre. L'idée selon laquelle le Royaume-Uni doit étendre et approfondir son processus de décentralisation afin de redynamiser les économies locales et réduire les inégalités régionales fait largement l'unanimité de la classe politique. Les gouvernements conservateurs précédents en avaient déjà fait l'une de leurs missions principales⁷.

Régions du Royaume-Uni et leur PIB par tête, 2023

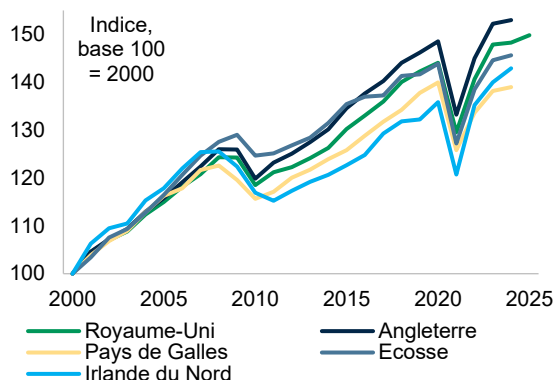


Sources : ONS, Crédit Agricole S.A./ECO

Cependant, l'expérience de l'Écosse, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord ne permet pas de corroborer la thèse selon laquelle une décentralisation accrue augmenterait la croissance économique. En effet, ces nations ont globalement continué de sous-performer par rapport à l'Angleterre depuis le début du processus de décentralisation.

promis un accord de décentralisation ambitieux pour « toutes les parties de l'Angleterre qui en veulent un » d'ici 2030.

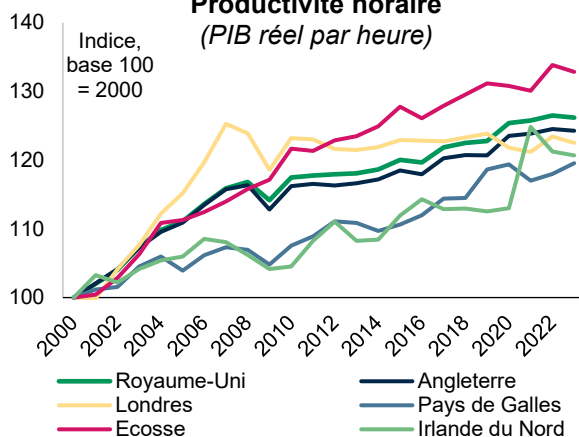
R-U : PIB réel depuis le début du processus de décentralisation



Sources : ONS, Crédit Agricole S.A./ECO

L'exemple de l'Écosse, la plus décentralisée fiscalement (40% du budget est financé par des taxes), est probablement le plus encourageant car depuis la création du parlement écossais en 1999, la productivité de l'Écosse a dépassé celle du Royaume-Uni (+1,0% en moyenne par an entre 2008 et 2023 contre +0,7% pour le Royaume-Uni, selon les données de l'ONS). En revanche, le Pays de Galles (où les taxes constituent près de 20% du budget) constitue un contre-exemple, avec une productivité toujours parmi les plus faibles des régions britanniques et un écart continuant de se creuser par rapport au reste du Royaume-Uni.

Productivité horaire (PIB réel par heure)



Sources : ONS, Crédit Agricole S.A./ECO

La décentralisation des recettes fiscales offre des avantages économiques et politiques ...

Il existe un consensus au sein du milieu académique selon lequel la dévolution fiscale pourrait avoir des effets positifs sur la croissance économique et le bien-être social.

Empiriquement, au niveau international, on observe une relation positive et statistiquement significative

⁸ Selon H. Blöchliger, une multiplication par deux de la part des impôts ou des dépenses relevant des administrations infranationales (un ratio de décentralisation passant ainsi de 15 à 30%, par exemple)

entre le niveau de décentralisation budgétaire et le PIB par habitant, la productivité et le capital humain. Bien qu'un lien de causalité ne puisse être vraiment établi, les résultats des études suggèrent que des niveaux élevés de décentralisation pourraient entraîner des conséquences considérables sur le potentiel de croissance à long terme d'un pays⁸.

La décentralisation peut, par exemple, améliorer l'efficacité et la productivité du secteur public, ce qui peut à son tour contribuer à une productivité plus élevée dans le secteur privé. La décentralisation pourrait aussi mener à davantage d'investissements dans l'éducation et contribuer ainsi à augmenter le niveau de qualification de la population.

Bien qu'il soit évidemment difficile de définir une règle générale pour le degré optimal d'autonomie fiscale, les études soutiennent généralement l'idée que les autorités locales devraient s'appuyer sur leurs propres recettes pour financer en partie leurs services. En laissant aux autorités locales la responsabilité d'une part des recettes fiscales générées localement, on augmente leur incitation à développer le potentiel de croissance de la ville et de la région dont elles ont la responsabilité, car une plus grande croissance locale générera davantage d'impôts locaux à l'avenir, notamment lorsqu'il s'agit des impôts sur le revenu, sur les sociétés ou sur la consommation.

De plus, les autorités locales pourraient emprunter sur les marchés financiers à long terme sur la base des perspectives des recettes fiscales, notamment pour investir dans des projets d'infrastructure majeurs. Elles bénéficieraient d'une plus grande visibilité à long terme de leur financement que les subventions – souvent confirmées pour seulement quelques années au mieux. Enfin, dans un système de gouvernement infranational décentralisé sur le plan fiscal, les décideurs locaux peuvent être tenus plus efficacement responsables de leurs décisions.

... mais soulève des risques liés à sa conception et son implémentation

Bien que largement plébiscitée par les économistes, la dévolution fiscale présente un risque majeur dans un contexte de fortes disparités régionales : elle pourrait creuser les écarts entre régions. Les régions à forte croissance, disposant de recettes fiscales plus importantes, renforceraient leur position, tandis que les régions moins dynamiques, avec des revenus fiscaux limités, disposeraient de moins de moyens pour investir. Loin de réduire les inégalités régionales, cette

est associée à une hausse du PIB par habitant de 3% en moyenne de 10%. (Voir [Decentralisation and Economic Growth - Part 2: The Impact on Economic Activity, Productivity and Investment \(EN\)](#))

mécanique risque de les exacerber. Aussi, certaines études⁹ trouvent que la décentralisation des recettes fiscales peut augmenter les inégalités en termes de revenus entre ménages et appellent à une élaboration prudente des politiques en matière de décentralisation fiscale. Selon l'OCDE¹⁰, les classes moyennes semblent être les principales bénéficiaires de la décentralisation, tandis que les ménages à bas revenus peuvent être laissés de côté.

Le gouvernement britannique n'a fourni que peu de détails sur sa stratégie pour éviter ces risques. Il s'est contenté de mentionner qu'il examinerait « l'équilibre entre les subventions et autres mécanismes de financement » pour soutenir « les opportunités de croissance dans toutes les régions du pays ».

Quid de la discipline budgétaire ? L'équation n'est pas facile.

Avec des projets aussi ambitieux de transformation de la gouvernance et en matière d'investissement public, la question de leur financement est évidemment centrale. Le gouvernement a promis de respecter « la discipline de ses règles budgétaires actuelles » tout en exploitant « toute la flexibilité » qu'elles offrent. Celle-ci n'est pas cependant pas extensible : les marges de manœuvre contre les règles budgétaires ont été estimées par l'OBR en mars dernier (avant le début de la guerre en Iran) à 24 milliards de livres pour la règle sur le budget courant¹¹ et à 27 milliards de livres pour la règle sur la dette publique¹², mais elles ont dû diminuer depuis la guerre en Iran en raison de la hausse des perspectives d'inflation et des taux d'intérêt. La règle sur le budget courant offre une flexibilité supplémentaire, puisqu'elle permet une marge d'erreur de 0,5% du PIB, soit près de 16 milliards de livres. La règle sur la dette publique permet en outre de ne pas comptabiliser comme dette les emprunts qui servent à financer des actifs financiers (par exemple, des prises de participations dans des entreprises ou des prêts)¹³.

⁹ Voir [Fiscal decentralization and income inequality in OECD countries: does shadow economy matter? | Eurasian Economic Review | Springer Nature Link](#)

¹⁰ Voir [Fiscal decentralisation and income inequality | OECD](#)

¹¹ La règle (dite « règle de stabilité ») stipule que le budget courant (hors investissements publics) doit être excédentaire en l'année fiscale 2029-30. Une fois cette année devenue la troisième de la période de prévision, le budget courant doit alors être équilibré ou excédentaire, l'équilibre étant défini comme une plage allant d'un excédent à un déficit ne dépassant pas 0,5% du PIB.

¹² Le gouvernement Labour a significativement assoupli la règle sur la dette en changeant l'indicateur de mesure. Il a remplacé la dette du secteur public hors actifs

In fine, même si les règles budgétaires sont respectées, les marchés sanctionneront le gouvernement si les projections d'émissions de dette sont jugées excessives. Le gouvernement devrait chercher à éviter une hausse trop importante des emprunts pour ne pas provoquer une crise sur les marchés des *gilts* semblable à celle sous Liz Truss.

Le gouvernement pourrait envisager d'augmenter les impôts et les taxes, mais il a les mains liées par le *manifesto* de 2024, dans lequel le Parti travailliste s'était engagé à ne pas augmenter les impôts sur « les personnes qui travaillent », c'est-à-dire les cotisations sociales (*National Insurance Contributions*), les taux d'imposition du revenu, ou la TVA. Ces impôts sont responsables d'environ deux-tiers des recettes fiscales de l'État. Le gouvernement a également exclu une modification du « triple verrou » sur la pension de l'État. Il devra donc agir sur d'autres taxes mais les leviers d'action sont minimes. Andy Burnham a notamment évoqué une réforme majeure dans la taxation de l'immobilier résidentiel.

Du côté des dépenses, John Healey, va se heurter à la même réalité que sa prédécesseure Rachel Reeves : les dépenses de prestations sociales sont significatives et prévues en hausse. Il sera très difficile de les couper sans provoquer le mécontentement d'une partie du parti et de l'électorat. Par ailleurs, le nouveau Premier ministre semble vouloir éviter des coupes dans les prestations sociales tout en insistant sur la nécessité d'améliorer les services de prise en charge sociale. Ses réformes du système d'éducation pour les jeunes participent à l'objectif de diminuer la facture liée aux dépenses de santé et de handicap, mais les résultats ne seront pas immédiats.

De plus, le gouvernement doit trouver des sources de financement pour des dépenses additionnelles à très court terme, telles qu'un trou d'environ 5 milliards de livres d'investissement dans la défense laissé par Rachel Reeves ou des mesures annoncées par Andy Burnham au cours de la

financiers liquides (PSND) par le passif financier net du secteur public (PSNFL). Cette nouvelle mesure exclut l'intégralité des actifs financiers de la dette, ce qui élargit considérablement les possibilités d'investissement du gouvernement - prises de participations, prêts aux entreprises, etc. Selon cette règle, le PSNFL doit diminuer en pourcentage du PIB en 2029-30, puis continuer à diminuer lors de la troisième année de chaque période de prévision glissante.

¹³ La nécessité d'un rôle plus significatif des institutions financières publiques (PuFins), telles que la British Business Bank (BBB), le National Wealth Fund (NWF) et la National Housing Bank (NHB) est mise en avant par certains instituts de recherche comme Resolution Foundation. Voir : [Much-ado-about-puffins.pdf](#)

première semaine de son investiture pour améliorer le pouvoir d'achat des ménages (baisse de la TVA sur l'électricité pour 580 millions de livres, plafonnement des tickets de bus à 2 livres à partir de janvier 2027 ou encore réduction de 20% des taxes pour les pubs, les clubs et les salles de concert).

Il est actuellement impossible de chiffrer les besoins de financement de la réforme de la décentralisation ou des investissements publics envisagés du fait du manque de détails. L'OBR évaluera l'ensemble des mesures gouvernementales et de leurs impacts sur les finances publiques à l'occasion du budget de l'automne du 28 octobre prochain. Mais, *in fine*, ce seront les moyens qui définiront les ambitions en termes de dépenses.

✓ Notre opinion – Le besoin d'étendre et d'approfondir le processus de décentralisation au Royaume-Uni fait l'unanimité de la classe politique britannique et est globalement soutenu par le milieu académique.

Cependant, la décentralisation ne constitue pas, en elle-même, une solution miracle. Accorder davantage de pouvoirs aux régions ne garantit pas une amélioration de la croissance économique, comme le montrent l'exemple de l'Écosse, du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord. Pour que la décentralisation permette la mise en œuvre de politiques économiques plus appropriées et efficaces au niveau local, plusieurs conditions doivent être réunies.

La « dévolution fiscale » en est une condition essentielle : elle crée des incitations financières directes pour les décideurs locaux, les motivant à développer le potentiel de croissance de leur territoire et à générer davantage de recettes fiscales. En revanche, la conception du système pose question, notamment la définition des taux de prélèvement et les mécanismes de transferts entre régions, afin qu'il n'accentue pas les écarts territoriaux. La mise en place de contrôles de qualité est également indispensable pour limiter le risque de corruption et les externalités négatives.

Le succès de la décentralisation dépendra largement des capacités et de la qualité des administrations locales. Il faut leur fournir le personnel, l'expertise et le financement nécessaires pour concevoir et mettre en œuvre les politiques économiques de manière optimale, tout en garantissant des mécanismes de contrôle de qualité et de responsabilité démocratique.

Transformer la gouvernance du pays est un processus qui s'inscrit dans la durée. Il pourrait améliorer la productivité et la croissance potentielle du Royaume-Uni, mais les effets ne seront visibles qu'au bout de plusieurs années, voire décennies. Le Premier ministre s'est en effet donné dix ans pour relever le niveau de vie dans tout le pays.

À court terme, un certain dérapage budgétaire par rapport aux plans actuels de resserrement semble très probable, compte tenu des ambitions du nouveau Premier ministre en matière de développement des infrastructures publiques, de l'immobilier résidentiel et de contrôle public dans les services essentiels (eau, énergie, transport, logement). La réforme institutionnelle mobilisera également des ressources, nécessitant la création de nouvelles administrations. S'y ajoutent des dépenses accrues dans la défense et des mesures de soutien au coût de la vie pour les ménages.

La façon dont le nouveau chancelier de l'Échiquier, John Healey, financera ces réformes n'est pas encore claire, mais il se heurtera sans doute à la même réalité que sa prédécesseuse Rachel Reeves : des finances publiques très tendues et des marges de manœuvre faibles. En s'engageant à ne pas augmenter les principaux taux d'imposition – conformément aux promesses du programme électoral du Parti travailliste de 2024 – le Premier ministre a significativement réduit ses leviers d'action fiscale. Il devra faire des arbitrages difficiles en matière de dépenses, risquant de compromettre sa popularité et ses chances de réélection. Une hausse du déficit budgétaire semble donc l'issue la plus probable, mais elle devra rester modeste pour ne pas accroître la nervosité des investisseurs sur le marché des gilts.

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :



Monde – Scénario macro-économique 2026-2027 – Juin 2026

[Un scénario de nouveau hautement conditionnel](#)

Date	Titre	Thème
13/08/2026	Revolut, l'envers de l'écran	Fintech
03/08/2026	Royaume-Uni – Bank of England : pas d'urgence	Bank of England
31/07/2026	Stablecoin, le coût du rail ne dit rien du prix du voyage	Fintech
24/07/2026	Maroc – Les atouts du pilotage économique et de la stabilité dans un monde incertain	Maroc
22/07/2026	France – Immobilier résidentiel : la construction de logements neufs est-elle à la hauteur des besoins d'ici 2040 ?	France, Immobilier
21/07/2026	Revolut, un AIR de mystère	Fintech
17/07/2026	Allemagne – Des signaux encourageants pour l'industrie	Allemagne
16/07/2026	Zone euro – Scénario 2026-2027 : normalisation plutôt que rebond	Zone euro
10/07/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/07/2026	Fintech Outlook S1 2026 - Hisser la grand voile	Fintech
08/07/2026	Allemagne – Le chômage se stabilise dans un marché du travail dégradé	Allemagne
07/07/2026	Italie – Scénario 2026-2027 : éviter le pire, en attendant mieux	Italie
03/07/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
03/07/2026	Espagne – Scénario 2026-2027 : une demande interne solide dans un environnement mondial dégradé	Espagne
02/07/2026	France – Scénario 2026-2027 : la croissance en reflux, dans l'attente d'un réchauffement de la demande intérieure	France
02/07/2026	Indonésie – Reclassée ou déclassée ?	Asie
30/06/2026	Royaume-Uni – Scénario 2026-2027 : l'économie en passe de ralentir sous le poids des prix de l'énergie et de l'incertitude	Royaume-Uni
30/06/2026	Réindustrialisation – Reprendre la maîtrise des chaînes de valeur européennes	Industrie, Europe
29/06/2026	Allemagne – Inflation : léger repli en mai porté par l'énergie, à rebours de l'évolution en zone euro	Allemagne
26/06/2026	Monde – Scénario 2026-2027 : un scénario de nouveau hautement conditionnel	Monde
19/06/2026	Monde – L'actualité de la semaine	Monde

Études Économiques Groupe – Crédit Agricole S.A.

12, place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Isabelle JOB-BAZILLE

Rédacteurs en chef : Paola MONPERRUS-VERONI, Tania SOLLOGOUB, Armelle SARDA

Zone euro : Alberto ALEDO, Ticiano BRUNELLO, Marianne PICARD, Paola MONPERRUS-VERONI (coordination zone euro), Sofia TOZY, Philippe VILAS-BOAS, Grégoire GLORIEUX

États-Unis, Royaume-Uni, Irlande, pays scandinaves : Slavena NAZAROVA

Europe centrale et orientale, Asie centrale, géoéconomie :

Tania SOLLOGOUB (coordination pays émergents), Nathan QUENTRIC

Asie : Sophie WIEVIORKA

Amérique latine : Catherine LBOUGRE (coordination scénario), Jorge APARICIO LOPEZ

Afrique du Nord, Moyen-Orient, Afrique sub-saharienne : Laure DE NERVO, Morgane ABBAS

Documentation : Elisabeth SERREAU

Statistiques : Datalab ECO

Réalisation et Secrétariat de rédaction : Nathalie MARCET

Contact : publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

Application Etudes ECO disponible sur l'[App store](#) & sur [Google Play](#)

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse régionale, ne saurait donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.